

# Curriculum vitae

## Nicolas Pauthe

Né le 25/01/1986 à Bayonne (64)

Nationalité française

Docteur en droit public de l'Université de Bordeaux

Qualifié aux fonctions de maître de conférences (Section 02), 2019

Membre du C.M.H. EA 4232 (Université de Clermont-Auvergne)

Membre associé du C.E.R.C.C.L.E. EA 7436 (Université de Bordeaux)

Membre de la Société Française de Droit de l'Environnement (S.F.D.E. - section Aquitaine)

Membre de la Clinique des droits de Clermont-Ferrand



Courriel : [nicolaspauthe@wanadoo.fr](mailto:nicolaspauthe@wanadoo.fr)

Téléphone : 06-75-29-51-56

Profil LinkedIn : <https://www.linkedin.com/in/nicolas-pauthe-19316b91/>

Langues vivantes : Possibilité de travailler en **anglais**, en **espagnol**, et en **français**

Permis et attestation obtenus : Permis B et Attestation de formation aux premiers secours

## CURSUS UNIVERSITAIRE

### Doctorat en droit public (2010-2017).

Titre de la thèse : « **L'interprétation conforme des lois à la Constitution. Étude franco-espagnole** »

Soutenue le 5 mai 2017 à Bordeaux devant un jury composé de :

M. Pierre Bon, Professeur émérite à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, président

M. Luis-Maria Diez-Picazo, Professeur, en détachement au Tribunal suprême, Président de la chambre de contentieux administratif, rapporteur

M. Olivier Lecucq, Professeur à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, rapporteur

Mme Marie-Claire Ponthoreau, Professeur à l'Université de Bordeaux, directrice de recherche

M. David Szymczak, Professeur à l'Institut d'études politiques de Bordeaux, suffragant

*(Depuis un arrêté du 26 avril 2016, le jury de doctorat ne délivre plus de mention)*

**Master II Recherche en droit public fondamental (2009-2010).** Mention Assez Bien. Université Montesquieu-Bordeaux IV.

Titre du mémoire de recherche : « L'interprétation présidentielle de la Constitution. L'apport de la présidence Sarkozy ». Sous la direction de Madame le Professeur Marie-Claire Ponthoreau.

**Master I droit public et Certificat d'études européennes (2008-2009).** Université M. Bordeaux IV.

Titre du mémoire : « Quotas d'immigration et "immigration subie": une lutte à armes légales ? ». Sous la direction de Madame le Professeur Marie Gautier.

**Licence de droit (2005-2008).** Mention Assez bien. Univ. de Pau et des Pays de l'Adour, faculté de Bayonne.

**Baccalauréat scientifique (2005).** Mention Assez bien. Lycée Largenté, Bayonne.

## ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT

### • ENSEIGNEMENT CLINIQUE

2020 : Membre de la clinique des droits de Clermont-Ferrand (spécialisée en droit des étrangers)

### • COURS MAGISTRAUX

**2019-2020 : Enseignant-chercheur contractuel (L.R.U.), Université de Clermont-Auvergne : 125 H.E.T.D.**

Droit et pratique des services publics, 24 heures, Master II :

-M2 Droit des affaires des collectivités publiques :

-M2 Droit administratif des secteurs sanitaires et sociaux

Droit de la fonction publique, 24 heures, Master I :

-M1 Carrières publiques

-M1 Droit et administration du secteur sanitaire et social

Droit administratif général et spécial, 24 heures : préparation aux concours administratifs et I.E.J.

Organisation des autorités sous la V<sup>e</sup> République, 12 heures : concours administratifs et prépa E.N.M.

**2018-2019 : Enseignant-chercheur contractuel, 60 heures, Institut Catholique de Rennes :**

Institutions administratives, 24 heures, L1 en droit

Droit constitutionnel, 36 heures, L1 en droit

### • TRAVAUX DIRIGES

**2018-2019 :**

**-semestre 1 : Enseignant-chercheur contractuel (L.R.U.), 144 H.E.T.D., Université de Rennes 1 :**

Droit constitutionnel, L1 en droit, 5 groupes, pour M. le Professeur Jean-Eric Gicquel

Droit constitutionnel, L1 en droit, 4 groupes, pour Mme le Professeur Anne-Marie Le Pourhiet

**-semestre 2 : Enseignant-chercheur contractuel, 80 H.E.T.D., Institut Catholique de Rennes :**

Droit administratif des biens, L3 en droit, 3 groupes, pour Mme Servane Carpi-Petit

Droit administratif, L2 en droit, 2 groupes, pour Mme Servane Carpi-Petit

**2017-2018 : Enseignant-chercheur contractuel (L.R.U.), 288 H.E.T.D., Université de Rennes 1 :**

**-semestre 1 :**

Droit administratif, L2 en droit, 3 groupes, pour M. le Professeur Jacques Petit

Droit constitutionnel, L1 en droit, 6 groupes, pour M. le Professeur Jean-Eric Gicquel

**-semestre 2 :**

Libertés fondamentales, L3 en droit, 3 groupes, pour M. le Professeur Jacques Petit

Droit administratif, L2 en droit, 3 groupes, pour M. le Professeur Gweltaz Eveillard

Droit constitutionnel, L1 en droit, 3 groupes, pour M. le Professeur Jean-Eric Gicquel

**2016-2017 : L.R.U. doctorant, 96 H.E.T.D., Université de Bordeaux :**

Libertés fondamentales, L3 en droit, 2 groupes, pour M. le Professeur Jean-François Brisson

Contentieux administratif, L3 en droit, 1 groupe, pour Mme le Professeur Aude Rouyère

Droit constitutionnel, L1 en droit, 3 groupes, pour Mme Brigitte Vincent

**2015-2016 : L.R.U. doctorant, 64 H.E.T.D., Université de Bordeaux :**

Droit administratif, L2 en droit, 2 groupes, pour MM. les professeurs Pascal Combeau (semestre 1) et Jean-François Brisson (semestre 2)

**2014-2015 : L.R.U. doctorant, 64 H.E.T.D., Université de Bordeaux :**

Droit administratif, L2 en droit, 2 groupes, pour M. le Professeur Sébastien Saunier

**2013-2014 : A.T.E.R., 96 H.E.T.D., Université de Bordeaux :**

Droit administratif, L2 en droit, 3 groupes, pour MM. les prof. Pascal Combeau et Olivier Dubos

**2012-2013 : A.T.E.R., 96 H.E.T.D., Université de Bordeaux :**

Droit constitutionnel, L1 en droit, 3 groupes, pour M. le Professeur Fabrice Hourquebie (semestre 1)  
et Mme le Professeur Marie-Claire Ponthoreau (semestre 2)

**2011-2012 : Vacataire (A.T.V.), 96 H.E.T.D., Université de Bordeaux :**

Droit constitutionnel, L1 en droit, 3 groupes, pour M. le Professeur Alioune Fall

**2010-2011 : Vacataire (A.T.V.), 96 H.E.T.D., Université de Bordeaux :**

Droit constitutionnel, L1 en droit, 2 groupes, pour Mme le Professeur Marie-Claire Ponthoreau

## ACTIVITES DE RECHERCHE

### TRAVAUX ECRITS (autres que la thèse doctorale)

#### ● TRAVAUX ECRITS EN DROIT CONSTITUTIONNEL

##### Articles

- 6) « L'interprétation conforme des lois à la Constitution. Étude franco-espagnole : les difficultés de rédaction d'une thèse de droit comparé », *Revue Générale du Droit*, 2019.
- 5) « Le renforcement du Parlement par la révision constitutionnelle de 2008 : un bilan mitigé après dix ans d'application », *Politeia*, (Association Française des Auditeurs de l'Académie Internationale de Droit Constitutionnel), 2018, n°33, pp. 43-67.
- 4) « Une modélisation du contrôle de constitutionnalité des lois à partir du critère de l'interprétation conforme des lois à la Constitution », Site internet du X<sup>e</sup> Congrès de l'Association Française de Droit Constitutionnel, 2017, Lille, 24 p.
- 3) « La liberté de la presse et des médias en Russie », écrit avec Mme Maria Zakharova, *Droit et société*, (Lextenso), 3/2016, pp. 437-452.
- 2) « Pour un renforcement du paradoxe entre majorité parlementaire et opposition », Site internet du IX<sup>e</sup> Congrès de l'Association Française de Droit Constitutionnel, 2014, Lyon, 21 p.
- 1) « Le Collège des sages au Burkina Faso », écrit avec Mme Pauline Gervier et M. Daniel Lopes, in NICOLAU (G.) et HOURQUEBIE (F.) (dir.), *Cultures juridiques en quête de dialogue*, Paris, Khartala, Cahiers d'anthropologie du droit, 2014, pp. 225-238.

#### ● TRAVAUX ECRITS EN DROIT ADMINISTRATIF

##### Articles

- 3) « L'influence européenne sur la gestion française des déchets radioactifs et du combustible usé » à paraître dans un ouvrage collectif, colloque du 26 septembre 2019, (A.F.E.E., S.F.D.E.) : « L'intégration nationale du droit européen de l'environnement au XXI<sup>e</sup> siècle », sous la dir. de Mme et M. les prof. Francette Fines et Hubert Delzangles, 12 p.
- 2) « Intérêt général et *street art* : une relation juridique à repenser », 2019-5, *Entertainment and Law*, (Bruylant), pp. 283-298.
- 1) « Les récentes évolutions de la protection fonctionnelle du fonctionnaire », *Revue Française d'Administration Publique (R.F.A.P.)*, (E.N.A.), 2018, n°166, pp. 371-385.

## Notes de jurisprudence

- 2) « Vers une adaptation du droit de l'environnement aux nouvelles techniques de mutagenèse. Commentaire de la décision du Conseil d'État du 7 février 2020, Confédération paysanne et autres, n°388649 », *Actualité Juridique de Droit Administratif (A.J.D.A.)*, chronique jurisprudentielle de droit de l'environnement, 2020, publication à venir.
- 1) « Le contrôle des procédures applicables en matière d'installations nucléaires de base. Commentaire des décisions du C.E. du 11 avril 2019 et du 17 juin 2019 », *Actualité Juridique de Droit Administratif (A.J.D.A.)*, chronique jurisprudentielle de droit de l'environnement, 2020-8, pp. 471-477.

## INTERVENTIONS ORALES

- 4) « L'influence européenne sur la gestion des déchets radioactifs et du combustible usé », colloque du 26 septembre 2019 : « L'intégration nationale du droit européen de l'environnement au XXI<sup>e</sup> siècle », organisé par Mme et M. les prof. Francette Fines et Hubert Delzangles, Université de La Rochelle.
- 3) « Le filtrage des questions de constitutionnalité par les juridictions civiles d'appel dans les affaires impliquant des personnes en situation de vulnérabilité », colloque du 8 novembre 2019, sous la direction de Mme et M. les prof. Caterina Severino et Hubert Alcaraz, Université de Toulon.
- 2) « L'interprétation conforme des lois à la Constitution. Étude franco-espagnole : les difficultés de rédaction d'une thèse de droit comparé », colloque sur l'actualité des thèses en droit public comparé, organisé le 12 avril 2019, par MM. les prof. Maxime Tourbe et Denis Jouve, Université Paris VIII.
- 1) « Une modélisation du contrôle de constitutionnalité des lois à partir du critère de l'interprétation conforme des lois à la Constitution. Construction par la comparaison franco-espagnole », 22 juin 2017, X<sup>e</sup> Congrès de l'Association Française de Droit Constitutionnel, Université de Lille.

## PARTICIPATION A DES PROJETS DE RECHERCHES COLLECTIVES

**projet 2 : 2018-2020 : Projet de recherche encadré par le Conseil constitutionnel pour les dix ans de l'entrée en vigueur de la question prioritaire de constitutionnalité : « Q.P.C. 2020 »**

Intitulé du projet : « Q.P.C., outil efficace de protection des personnes en situation de vulnérabilité ? Étude comparée des systèmes de recours par voie préjudicielle devant le Conseil constitutionnel français, la Cour constitutionnelle italienne et le Tribunal constitutionnel espagnol », dirigé par Mme Caterina Severino (Université de Toulon) et M. Hubert Alcaraz (U.P.P.A.).

**projet 1 : 2012-2015 : Projet de recherche porté par le C.R.S.H. (Conseil de recherche en sciences humaines du Canada) et l'A.U.F. (Agence universitaire de la Francophonie) sur l' « État et les cultures juridiques autochtones : un droit en quête de légitimité »**, géré par M. Ghislain Otis, et M<sup>mes</sup> Olfa Labassi, Charlotte Chicoine-Wilson, Alexandra Martel.

Thème traité par l'équipe bordelaise : « Gestion de la pluralité juridique et pacification des rapports sociaux en Afrique », sous la direction de M. Fabrice Hourquebie.